

ANALYSE DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES ET LEGISLATIVES PAR BERNARD LAMIRAND

L'épisode quinquennal vient de se terminer.

Le macronisme l'a emporté.

Il peut gouverner avec une large majorité et avec l'appui de toutes les forces libérales de ce pays.

Hollande a permis cette mise en place d'une oligarchie financière qui détient tous les pouvoirs et dont Macron est le serviteur.

Le MEDEF compte sur ce nouveau président de la République et son gouvernement pour éradiquer toutes les conquêtes sociales de ce pays.

Le parti socialiste est en lambeaux, une partie importante de ses dirigeants a rejoint le macronisme, il est vrai que l'ex-président de la République avait ouvert grand les portes en pratiquant une politique généreuse à la finance, aux grandes multinationales, à l'Europe supranationale et libérale.

La bourgeoisie française a réussi le tour de force d'avoir ce qu'elle souhaitait : un président de la République et un gouvernement à sa botte regroupant l'arc allant du social-libéralisme jusqu'à la droite la plus conservatrice pour continuer à dominer et imposer un capitalisme le plus dur.

Une telle situation, pour les communistes, nécessite de se préoccuper des enjeux économiques et sociaux, dans notre pays et dans le monde où montent colères et révoltes, mais étouffées dans l'œuf par manque d'une stratégie internationaliste à la hauteur de l'enjeu.

Il s'agit maintenant de se mettre en ordre de bataille pour faire face à cette situation.

Cela ne sera pas facile.

Il importe donc que le PCF, sans plus tarder, reprenne la main et montre sa présence énergique sur tous les terrains où l'affrontement de classe avec le capital va avoir lieu pour gagner la bataille des idées : celle des idées communistes d'aujourd'hui au grand jour.

Plus particulièrement parmi les travailleurs qui trinquent en ce moment et là nous avons à faire saisir que tant que durera ce système capitaliste, il étouffera toutes possibilités d'évolution progressiste si les luttes ne sont pas significatives.

Nous avons donc à nous placer sur le terrain de la riposte offensive face aux mauvais coups qui se trament en ce moment.

Mais auparavant que dire sur cette phase électorale pitoyable qui nous a prise de plein fouet sans que l'on puisse vraiment être à la hauteur de l'enjeu.

Notre congrès, pourtant, nous laissait espérer un parti communiste déterminé à ne pas être un figurant à ces élections. J'ai approuvé la démarche d'être le parti qui tente le rassemblement sur des propositions

visant à faire bouger les choses et particulièrement face à un capitalisme qui fait tout pour maintenir sa prépondérance dans la société et nous venons d'en avoir un aperçu magistral avec la victoire de Macron et du Medef.

Nous savions qu'une grande bataille allait se mener entre des forces décidées à garder ou à conquérir le pouvoir sans en changer le fond.

Nous savions aussi que tout serait bon pour détourner l'attention vers des sujets parfaitement repérables comme la sécurité, les « tous pourris », les affaires, le Front national, les attentats...

Nous avons bien mesuré cela et engagé la bataille à partir de nos propositions et d'une première consultation pour établir ce que nous avons appelé « la France en commun ».

La recherche de l'unité à gauche, difficile certes, du fait de la politique menée par le parti socialiste et Hollande, nous indiquait qu'un espace citoyen pouvait s'ouvrir avec des hommes et des femmes de gauche, de bonne volonté et capables de s'unir pour faire œuvre de progrès.

Un travail de rassemblement du PCF semblait prélude de telles dispositions en recevant diverses personnalités qui cherchaient comme nous une issue unificatrice de toutes les forces progressistes.

Nous envisagions cependant notre propre candidature si cela s'avérait impossible.

Nous étions dans notre rôle : être la tête de pont pour une démarche commune d'une gauche autre que celle qui gouvernât le pays pendant 5 ans. Mais patatras.... Mélenchon choisit alors de faire un solo que dénonça à juste raison Olivier Dartigoules porte-parole du PCF.

Nous savions pourtant que Mélenchon envisageait autre chose que cette démarche unitaire et d'un « tous ensemble » politique des forces transformatrices. Mélenchon visait à profiter de cette période électorale pour affirmer son hégémonie sur les ruines du PS et l'effacement du PCF et tant pis si la droite triomphait à ces élections présidentielles et législatives.

Le projet de Mélenchon ne pouvait donc nous surprendre : n'avait-il pas déjà manifesté une volonté de s'extirper du Front de gauche et ses multiples accrocs allaient grandissants depuis 2012 !

Tout au long du quinquennat de François Hollande, nous l'avons vu petit à petit se mettre à part jusqu'à faire bande à part, et il devenait de plus en plus difficile de faire alliance avec lui devant ses exigences autocratiques et ses rapports personnels avec ses partenaires.

Durant ce tout ce temps, nous avons constaté que c'était la volonté d'apparaître comme le seul recours qui dominait la pensée de Jean Luc Mélenchon.

Des désaccords apparaissaient : notamment concernant le Grèce, et nous l'avons vu suivre particulièrement l'ancien ministre des finances grec. Cela l'a même amené à le faire venir à la fête de l'humanité, et lui, à boudier les débats avec les communistes sous la scène de l'AGORA.

Ce n'est qu'un exemple.

Nous discernions bien que les choses prenaient une autre tournure et l'idée d'un Front de gauche rassembleur l'indisposait grandement quand il était poussé à y répondre.

Certes, nous pourrions dire que c'était « de bonne guerre » ; qu'il voulait faire vivre sa propre organisation comme nous le faisons pour la nôtre ; mais en fait c'était qu'un reflexe dominateur chez ce politicien formé à l'école cynique de Mitterrand.

Notre Conseil national avait vu clair dans ce cavalier seul et ce culte de la personnalité qui montait si fortement chez Mélenchon.

Le conseil national du PCF affirmait son désaccord avec cette stratégie considérant qu'elle pouvait que nous mener à l'échec.

Un vote alors était décidé par les communistes de tous les adhérents- es, et au regard de la décision du CN, pour une candidature communiste pour qu'elle rassemble en son nom ou au nom d'une personnalité progressiste si cela devenait possible.

Qu'elle ne fut pas la surprise, pour nombre de communistes, la veille de la consultation, d'entendre le secrétaire national appuyer la candidature de Mélenchon sur la base d'un soutien mettant tout son poids de secrétaire national dans la décision à prendre.

Le vote basculait pour un soutien à la candidature de Mélenchon à une faible majorité avec 53,6 %.

Nous allions alors entrer dans une sorte de schizophrénie en soutenant Mélenchon pour les présidentielles mais en présentant nos propres candidatures pour les législatives.

C'est désolant.

Nous devons donc, maintenant, faire une analyse rigoureuse de cette période après avoir analysé notre attitude sur le plan de la stratégie adoptée.

D'abord une chose : nous sommes des communistes et nous avons à faire prospérer cette belle idée communiste aussi bien dans notre pays qu'au niveau international face à un système capitaliste en crise durable.

Nous ne vaincrons pas le capitalisme à ce stade actuel de dépérissement en restant sur les seules logiques nationales mais bien sur une montée de la lutte de classe de tous ceux et celles qui souffrent de ce système et une devise internationaliste le dit « travailleurs de tous pays, unissez-vous. Nous aurons besoin de la faire vivre dans des luttes face à ce capital qui ne peut plus accumuler sans créer des désastres économiques, financiers, sociaux sur toute la planète ; il compte utiliser l'autoritarisme, voire des dictatures, et notamment en favorisant aussi bien la montée de l'extrême-droite comme on peut le constater en Europe ou encore sous des formes nationalistes et populistes ou encore avec des « messies » comme Mélenchon ou Macron.

Avons-nous donc été à la hauteur des enjeux ?

La séquence 2012/2017, celle d'un gouvernement libéral dirigé par les socialistes et par un Président de la République reniant ses propres engagements aurait dû nous permettre de passer à l'offensive et d'être porteurs d'un vrai projet de gauche en rupture avec ce capitalisme destructeur.

Cela n'a pas été le cas.

Nous nous sommes trouvés face à des forces sociales démocrates qui s'opposaient entre eux et à des opérations médiatiques pour incruster l'idée qu'il n'y avait pas d'autres choix possible que l'austérité.

Nous avons essayé de contrer cela sans véritablement réussir à mobiliser les travailleurs et de ce fait en restant sur la défensive face aux mauvais coups et en ne trouvant la démarche pour rassembler les forces progressistes divisées.

Nous nous étions pourtant dégagés de « fourre-tout » qui nous avait conduits à des premiers désastres électoraux en 2002 puis en 2007.

Nous voulions dépasser cela.

Nous pouvions envisager d'être porteurs d'une démarche politique de gauche avec un Front de gauche dans cette phase de crise et de casse, de travailler à un vrai rassemblement, chacun avec sa propre identité, d'être véritablement une force qui s'oppose à la politique libérale menée dès le début de son mandat par Hollande et qui s'est accélérée ensuite durant tout le quinquennat.

Nous avons avancé avec justes raisons cette idée majeure face à la crise, « l'humain d'abord » ; mais une tel concept se devait d'être non seulement une réponse à la dégradation de la vie économique et sociale mais aussi d'être le vecteur qui nous permettait d'instruire le peuple sur cette société incapable de produire le bien être des hommes et des femmes et le pourquoi elle agissait ainsi.

Il faut reconnaître que cela n'était pas aisé d'y parvenir: il nous manquait d'être vraiment nous-mêmes et de ne pas en rester à cette unique et mortifère tête à tête avec Mélenchon et ses comparses.

Mais être nous-mêmes, l'avons-nous été concrètement auprès du peuple et à côté des salariés ?

Je ne veux pas dire qu'il fallait que ce rassemblement tourne autour du PCF, mais que celui-ci soit la force motrice qui permet des mises en perspectives offensives face à cette politique sociale-libérale qui nous conduira jusqu'au pire avec la loi travail en faveur du MEDEF.

Incontestablement, nous avons laissé à d'autres le soin de se placer et de travailler leur coté opportuniste dans ce tohu-bohu de la crise.

La montée du FN venait aussi troubler cette recherche de la clairvoyance.

Nous avons pourtant saisi l'impact du FN dans les couches populaires, mais nous avons eu du mal à trouver l'approche politique nécessaire par rapport à cette organisation fasciste, nationaliste et raciste voulant se donner une image de défenseur des « sans grades », comme ils disent, et qui ressemble furieusement à

l'hystérie doriotiste national-socialiste des années de plomb qui vont amener l'extrême droite au pouvoir dans notre pays avec Pétain pendant l'occupation de notre pays par les nazis.

Notre affaiblissement dans les lieux de travail est un autre handicap.

Pourtant nos congrès insistaient toujours sur cette présence communiste dans les lieux de travail.

Nous avons laissé prospérer des incompréhensions sur une ligne de rassemblement qui était juste à conditions qu'elle soit l'affaire de tous.

L'unité est un chemin au moins à deux : ce n'était pas le cas avec Mélenchon. Pourquoi avoir persévéré ?

Celui-ci affirmait sans cesse son prééminence en prenant soin de bien montrer que c'était lui le seul et vrai représentant à gauche à travers sa personne.

Il y a une hégémonie à droite, celle de l'idéologie dominante, il en fallait une autre de gauche, la sienne.

Mélenchon se prie alors pour l'envoyé de tous les damnés de la terre et nous lui avons ouvert grand les portes par notre soutien.

Je pourrais citer toutes ses logorrhées et ses outrances notamment contre le PCF et aussi celles en direction de Pierre Laurent devenu un adversaire à combattre dans une sorte paranoïa.

Ses dernières divagations confirment que l'individu est bien un aventurier politique comme je l'avais souligné il y a quelques années déjà.

Tout cela nous le savions.

Obligé, nous avons continué de produire l'idée du rassemblement le plus large et notamment avec Mélenchon qui n'en avait que faire ayant choisi de voler de ses propres ailes tout en dénonçant le Front de gauche.

Nous avons bien essayé de sortir de ce piège en organisant des rencontres pour trouver une solution avec nombre de personnalités progressistes.

Mais la France insoumise était alors sur les rails. Une charte fixait baptême, confirmation et communion avec le Messie, le sauveur suprême. Nous, qui avons mis un temps fou à retirer cette image détestable du stalinisme, nous avons adopté un nouveau petit père du peuple.

Il fallait donc se soumettre à la « France Insoumise ».

Le contrat était clair : obéissance et allégeance.

Nous étions loin d'un rassemblement de tous les progressistes, nous étions pris dans le tintamarre de Mélenchon et de ses amis-es.

Mélenchon n'avait cure du PCF et de son soutien. Il fut méprisant vis-à-vis des communistes et surtout de nos dirigeants jusqu'au bout.

Sa charte représente toutes les formes d'autoritarisme de ces « conductors » historiques.

L'idée était de briguer la présidence de la République mais surtout d'installer son « aura » personnel (fort de café pour un politicien qui nous a barbé pour une sixième république en 2012 pour mettre fin aux pouvoirs du Président de la République). Son score (nombre de sondages l'attestent), au départ, n'était que celui obtenu en 2012 (stagnation à 10%) . La divine surprise vint des éliminations successives de Sarkozy, Fillon, Hollande, Valls. Il pouvait alors agrandir son bas de laine vers les déçus et mettre en déroute les frondeurs. Son score est un score par défaut comme l'élection de Macron l'est également.

Nous pouvons aussi remarquer que Mélenchon qui avait combattu vaillamment Marine le Pen en 2012, puis à Hénin Beaumont aux législatives, fut très discret et mesuré dans ses propos vis-à-vis de cette organisation réservant plutôt ses outrages à Pierre Laurent.

Le résultat des élections présidentielles sont à la mesure de cette pitoyable campagne où la politique au bon sens du mot fut mise au rancart et que les grandes questions concernant l'état de la France, de la crise qui la submerge depuis 2007, de l'insécurité sociale qui se développe sous les politiques d'austérité, ne furent jamais abordées sur le fond et les idées communistes, quoique annoncées par notre journal l'Humanité, trouvèrent un écho faible dans les autres médias qui nous ignoraient superbement.

Les législatives allaient montrer la profondeur réelle de la désunion de la gauche et particulièrement avec le parti de gauche transfiguré en France Insoumise, avant-garde d'un parti nouveau appartenant à Mélenchon pour ses futures campagnes.

Le soutien communiste, stratégie choisie par les communistes, volait en éclat par la présentation presque partout de candidatures de la France insoumise, soumis au label de la fameuse charte.

Quelques communistes furent sauvées des eaux par « Saint- Mélenchon » dans cette odyssee et eurent son imprimatur.

Malgré les efforts de militants et militantes, le choix à opérer quand les choses n'ont pas été anticipés pesèrent et posèrent la question de nos choix.

N'avons-nous pas été gênés-es, c'est le moins que l'on puisse dire, par cette stratégie de Mélenchon ?

En pleine campagne électorale, il devenait chaque jour plus difficile de se sortir de ce guêpier.

En même temps, tout portait à croire que l'attitude de Mélenchon et de ses amis-es était de créer une organisation à sa dévotion, pérenne, remplaçant comme il le dit les vieux partis politiques dans lequel, certainement, il nous englobe.

C'est de plus en plus évident aujourd'hui.

Ne sommes- nous pas là confrontés à l'air du temps comme quoi les partis doivent s'effacer et faire place à des écuries présidentielles chargées tout au long de quinquennat de préparer la prise du pouvoir personnel ?

Notre parti, dans cette tourmente, a essayé de chercher jusqu'au bout d'être cette force rassembleuse, ce qui n'a pas été d'un grand secours face à la médiatisation des affaires et une campagne électorale à ras des pâquerettes, n'ayant rien à voir avec des débats de fonds sur les projets.

Notre message n'a pas été entendu, certes nous pouvons dire que notre électorat fait partie des 19,5 % de Mélenchon comme l'atteste le vote dans des bastions réputés communistes, mais l'élection législative montre à quel point notre soutien n'a pas été récompensé contrairement à ce que nous espérions.

Ce choix qui devait permettre au parti d'être à l'offensive ne l'a pas été ; et nous avons trainé cette stratégie jusqu'au bout sans être compris de nombreux communistes qui voyaient bien à quel point nous nous engageons dans une impasse.

Bref, nous n'avons jamais été en mesure de peser dans le débat et cela doit nous faire réfléchir sur notre devenir.

Il est engagé.

L'hégémonie libérale tient le haut du pavé: elle combine de manière remarquable, la sociale-démocratie, les forces centrifuges populistes, les forces conservatrices et l'extrême droite.

Le discours communiste a donc du mal à se faire entendre.

Notre force électorale est entamée déjà depuis un certain temps. Notre nombre d'adhérents est au plus bas et c'est le juge arbitre indiscutable de notre devenir. Il ne s'agit pas de réinventer je ne sais quoi, il s'agit d'être nous-mêmes dans le monde réel tel qu'il est comme le disait si bien Marx

Nous avons besoin d'être nous-mêmes, j'insiste.

L'idée communiste devrait être d'actualité face à un système en pleine décomposition qui demeurera tant que les masses ne se seront pas emparés de manière collective leur existence sociale et économique.

Regardons le monde dans lequel nous vivons : partout le capitalisme se défend, devient de plus en plus méchant, de plus en plus pervers, de plus en plus prêt à de nouvelles formes de domination, notamment en utilisant la révolution informationnelle pour son usage et son profit et face à lui doit nécessairement monter l'objectif d'un monde qui se libère des tentacules de ce système honni.

Nous avons à mener des batailles d'idées sur tous les sujets.

Avons-nous l'outil pour le faire ?

La bataille des idées, c'est autre chose que de la propagande : cela suppose de se donner les outils nécessaires et notamment d'avoir un parti vivant et démocratiquement établi dépassant la délégation de pouvoir de haut en bas.

Nous avons un projet, il n'a pas été assez débattu sur le fond dans cette séquence électorale. Il donne des clés, il souligne la nécessité d'aller plus loin dans les transformations à opérer dans notre parti pour qu'il soit le parti de l'ouverture aux citoyens et surtout à ce monde du travail en pleine transformation et qui ne réagit pas selon nos recettes de jadis.

Nous avons produit sur le plan économique et sur le plan de la formation-emploi et l'industrie quantité de choses qui doivent nous permettre de nous replacer dans le combat de classe, car il s'agit de cela quand plus de 90 % sont des salariés-es sous diverses formes de rémunération et surtout d'exploitation.

La jeunesse doit être notre boussole.

Elle est l'avenir de l'idée communiste, de même d'avoir une réelle activité dans le monde retraité lui aussi divers et victime de ce système et attention à l'idéologie du conflit de génération opposant jeunesse et ancien comme le cherche le système.

La bourgeoisie a du ressort, je l'ai dit précédemment, nous pouvons la contrebattre et ramener l'idée du collectif face à l'individualisation et le chacun pour soi.

La bataille va être rude : la remise en cause du code du travail annonce que le capital veut dominer totalement le monde du travail et l'avoir à sa botte en défaisant les acquis sociaux un par un et le syndicalisme de lutte.

Les années qui vont venir seront cruciales. C'est bien un parti communiste animateur des luttes qui peut modifier la donne ; ce n'est donc pas seulement avoir que les yeux tournés sur les échéances électorales, quoique importantes pour la vie des gens, mais bien notre capacité à fomenter les révoltes, les revendications, les injustices, les besoins à exprimer.

Je rêve d'un parti communiste français (PCF TOUJOURS) de nouvelle génération, un parti qui s'occupe de sa santé pour être frais et dispos pour les luttes. Car c'est à partir des luttes que jaillira le vrai rassemblement.

Je plaide donc pour un congrès extraordinaire et que nos adhérents en soient le vecteur principal car il y a besoin d'une vie militante qui impulse et n'ait pas peur de se plonger dans la mêlée.

Bernard LAMIRAND

